



APPEL A COMMUNICATIONS

31 mars et 1^{er} avril 2016 : Journée d'étude suivie d'un Atelier du *Réseau Migrations*

« **Néolibéralisme et mobilités internationales : rationalités, subjectivités.** »

Organisés à Anis-Gras, Arcueil (Paris)
Accueillis par l'Université Paris 13, Sorbonne Paris Cité, Experice

Les deux journées sont ouvertes à tous les étudiants en master, doctorants, post-doctorants et jeunes chercheurs qui travaillent sur les migrations dans des disciplines aussi diverses que la géographie, la sociologie, la philosophie, la science politique, l'économie, l'anthropologie, et autres.

[Nous envisageons de faire suivre ces journées par une publication qui regrouperait les meilleures communications.]

Journée d'étude - 31 mars 2016 - (9h30-17h30)

Depuis plus d'une trentaine d'années, de nombreux gouvernements occidentaux ont fait le choix de suivre une rationalité économique qui tend à s'imposer à l'ensemble du monde. Par conséquent, la plupart des mobilités actuelles s'inscrivent dans ce contexte global néolibéral, entendu comme l'extension des logiques du marché à tous les aspects de la vie.

Tout d'abord, le vocabulaire de la **mobilité** tend à remplacer dans les sphères politique et économique celui de la migration et peut être perçu comme une tentative de fluidifier les migrations et de les transformer en mouvements circulaires de courte durée. Le migrant est alors celui qui est invité pour remplir une fonction, principalement économique. Les questions de son intégration et des modes du « vivre-ensemble » ne se posent dès lors plus selon les mêmes termes.

Deuxièmement, la rationalité néo-libérale impacte les **dispositifs de mobilité** de diverses manières. Alors que la mobilité des migrants hautement qualifiés est encouragée et promue dans le cadre de différents programmes (par exemple Erasmus), structures (par exemple la ville globale), régulations (par exemple les facilités d'obtention de visa), la mobilité des « migrants » peu qualifiés est régulée ou freinée, voire criminalisée lorsque la personne en situation migratoire ne possède pas les documents légaux nécessaires à sa migration et présence. Mais la rationalité néo-libérale impacte aussi les motifs de migration, les catégories sociologiques utilisées pour traiter des « migrants » (illégaux, pauvres, expat, etc.), la manière dont la personne en situation migratoire est accueillie dans la société d'accueil, la place qui lui est réservée et ce qu'on attend de lui.

Troisièmement, la gouvernementalité néo-libérale transforme également les **espaces de la migration**. De nouveaux espaces voient le jour, comme l'espace européen qui permet la circulation des travailleurs européens. Des espaces d'exception et d'exclusion comme les centres de rétention ou encore les camps de réfugiés émergent également. Les villes et les périphéries dans lesquelles les personnes en situation de migration s'insèrent évoluent pareillement sous le coup des transformations de l'économie.

Enfin, la distinction entre **migrants qualifiés et migrants peu qualifiés et migrants aisés et migrants pauvres** se creuse. Les migrations qualifiées sont privilégiées par les politiques migratoires néolibérales qui préfèrent les migrants capables de remplir une fonction précise dans l'économie nationale et internationale, alors que le nombre de migrants peu qualifiés ou dont les qualifications ne sont pas reconnues augmente, accentué encore par les crises économiques dont ils sont parmi les premiers à ressentir les effets. Parallèlement, une majorité des migrants historiques sont toujours présents en Europe depuis les années 70. Leurs descendants peinent encore à échapper aux logiques de disqualifications sociales et de stigmatisation. La question qui sous-tend ce séminaire est alors celle de **l'impact de la rationalité néolibérale sur les**

parcours de migrations. Comment pouvons-nous retrouver, selon le récit des personnes en situation migratoire et leurs parcours d'expériences, les logiques d'une certaine rationalité néolibérale ? Comment lire les transformations supposées des migrations et des politiques publiques migratoires à l'heure de la gouvernementalité néolibérale ?

Nous proposons de développer cette question selon deux axes : le premier s'intéressera aux **migrations qui s'insèrent dans les secteurs informels de l'économie** et l'autre aux **migrations qui s'insèrent dans les secteurs formels de l'économie**, (le secteur d'activité et le statut légal ou illégal du travailleur éclairant la distinction établie dans ce cadre entre formel et informel).

Premier Panel : Rationalité néolibérale et secteurs informels

La rationalité néolibérale a de multiples implications sur les parcours de migrations. Il peut s'agir des politiques néolibérales de gestion des terres dans les pays en voie de développement qui poussent les petits paysans à quitter leur terre et à chercher ailleurs des moyens de subsistance. Il peut s'agir aussi des intérêts économiques des grandes puissances qui conduisent à des conflits qui poussent les gens à quitter leurs pays. Mais aussi des délocalisations d'entreprises ou la crainte du dumping social dans les pays occidentaux. Les personnes sont alors entraînées vers la migration et leur insertion économique dans les pays d'accueil passe souvent par la voie des secteurs informels. Bien qu'un lien soit souvent établi entre le faible degré de qualification et le travail dans les secteurs dits informels, la corrélation n'est pas toujours vérifiée ni évidente. L'informalité peut être une contrainte, par exemple en cas de statut non-reconnu ou d'illégalité, alors même que le migrant est qualifié, ou bien lorsque les qualifications ne sont tout simplement pas reconnues dans le pays d'accueil. Il peut s'agir également d'un choix ou d'une stratégie du migrant face à l'impossibilité de trouver un travail dans le secteur formel, ou bien encore, dans le cas où les profits sont maximisés pour le migrant en restant dans l'économie informelle.

- Comment peut-on appréhender la place que la rationalité néo-libérale réserve ces migrants, et la manière dont elle les considère ?
- Comment retrouver les traces de ces rationalités néo-libérales à travers le narratif des migrants ?
- Comment le chercheur peut-il reconstruire les particularités des dispositifs de mobilité au sein desquels ces migrants se meuvent ?
- Comment, à travers ce que les migrants nous disent de leur mobilité, de leur installation et de leur vie dans le pays d'accueil, retracer les logiques globales qui sous-tendent leurs expériences ?
- Comment la rationalité néo-libérale affecte-t-elle les relations familiales des migrants travaillant dans des secteurs informels?
- Dans quelle mesure l'informalité peut-elle être une ressource ou une contrainte pour le migrant ?
- Quelles sont les stratégies de contournement des migrants dont les qualifications ne sont pas reconnues et qui ne peuvent s'insérer dans l'économie formelle du pays d'arrivée ?

Deuxième Panel : Rationalité néolibérale et secteurs formels

Les migrations dites qualifiées sont celles privilégiées par les pays d'accueil. Elles sont majoritairement perçues comme s'adaptant particulièrement aux systèmes économiques actuels basés sur une « économie de la connaissance ». Souvent interprétées dans le vocabulaire du *brain drain*, elles s'intensifient aujourd'hui mais ne prennent pas nécessairement l'itinéraire du Sud vers le Nord. De plus en plus de jeunes qualifiés se déplacent aujourd'hui sur le marché du travail, par exemple européen, à la recherche d'opportunités, d'un meilleur confort de vie ou pour des raisons familiales. Peut-on considérer que ces migrants, que l'on retrouve le plus souvent dans les secteurs tertiaires de l'économie et qui s'insèrent parfaitement dans les secteurs formels, sont les fers de lance d'une certaine globalisation qui s'appuie sur une rationalité néolibérale ?

- La question de la qualification est un sujet débattu et polysémique dans la littérature. Que pouvons-nous entendre par « hautement qualifié » ?
- Qu'est-ce que cela implique-t-il en termes de profil du migrant ? S'agit-il d'une définition basée sur le savoir-faire, les diplômes, la capacité d'adaptation culturelle, la maîtrise des langues, l'adoption des codes d'une culture globale ?
- Comment ces migrants interprètent-ils leur mobilité ?
- Comment reconstruire à partir de leurs récits, les dispositifs qui ont favorisé leurs mobilités ?
- Comment les migrants sont-ils appréhendés par les sociétés des pays qu'ils traversent ?
- Peuvent-ils être considérés comme les fers de lance d'une certaine globalisation et de la propagation d'une idéologie néolibérale ?
- Comment la rationalité néolibérale qui vise à rendre l'homme « entrepreneur de soi-même » impacte-

- t-elle leurs manières de pratiquer la mobilité et les réseaux dans lesquels ils s'insèrent ?
- Comment lire à travers leurs narratifs la manière dont ils ont intériorisé certains des préceptes de la rationalité néolibérale ?
 - Sont-ils, comme l'écrit Saskia Sassen, des élites transnationales ?
 - Comment les relations familiales sont-elles affectées par ces nouvelles mobilités ?

4^{ème} atelier scientifique du Réseau Migrations - « Espace informel de discussions pour les chercheurs dans les études migratoires » - 1^{er} Avril 2016 (9h00-17h30)

Le Réseau Migrations existe depuis juin 2014 et entend rassembler tous les jeunes chercheurs qui placent la question des migrations au cœur de leurs travaux. Incluant des doctorant.e.s, des étudiant.e.s en Master, des post-doctorant.e.s et des chercheur.e.s non-titulaires, il a vocation à leur offrir un espace transdisciplinaire, professionnel comme informel, d'échanges, d'entraide et de réflexion, et à servir de plateforme pour promouvoir leurs recherches, notamment dans le contexte d'événements scientifiques organisés à ces desseins.

Cet événement scientifique s'inscrit dans la continuité de la journée d'étude « **Néolibéralisme et mobilité internationale** » Le Réseau Migrations souhaite prolonger les débats lors de la journée suivante du 1^{er} Avril, dans le cadre de son 4^{ème} atelier, en touchant la question plus particulière des parcours d'autoréalisation des populations mobiles et migrantes en termes d'opportunités, de finalités et de vulnérabilités, et en invitant également des responsables du monde associatif à se joindre aux échanges.

Cette journée convie ainsi étudiants et jeunes chercheurs, chercheurs, membres et acteurs du milieu associatif et toute personne qui s'intéresse à cette thématique, à venir s'exprimer, partager leurs expériences et leurs points de vue et présenter une partie de leurs recherches et activités dans le cadre de cet atelier de travail et d'échanges, également accueilli le 1 Avril 2016 par l'Université Paris 13 Sorbonne Paris Cité.

Dans le contexte de la globalisation, l'ensemble des organisations sociales et politiques semble se soumettre aux règles mondiales d'un ordre marchand. **À partir de ce constat, nous pouvons nous interroger sur les impacts du régime néolibéral sur nos pensées, nos modes d'action et d'existence, et nos pratiques sociales.** Qui peut aujourd'hui échapper à l'effet des logiques néolibérales qui règlent les lois des marchés économiques et de l'emploi ? L'économie semble mystifiée comme pouvoir autonome, sur lequel reposent l'existence des États et des individus. Dans un tel contexte, nous assistons à une apparente hégémonie du développement, de la croissance, des bénéfices et de l'accumulation de richesses, comme seules fins de l'homme.

Les logiques politiques et leur langage n'échappent pas à une subordination aux critères du modèle économique néolibéral. Les mutations dans les usages de la langue soulignent en effet un usage quasi-exclusif de la notion de droit et un recours au champ sémantique de l'économie (i.e. « flux », « transfert », « capital », « gestion »). Se trouve ainsi relégué à la marge des débats l'application des obligations morales dues aux individus, où se posent les questions de l'égalité et de la justice. Les régimes des politiques migratoires orientés vers les personnes vulnérables fonctionnent en Union Européenne, par exemple, selon les logiques d'exception d'une « immigration choisie » et ce au titre que « l'on ne peut pas accueillir toute la misère du monde ». Force est de constater que dans la gestion de la dite « crise migratoire », la question des moyens et des ressources déporte les enjeux des phénomènes de déplacements humains en une problématique d'ordre essentiellement économique.

Comment les migrations humaines viennent-elles alors interroger le contexte néolibéral du tout marchand ? En quoi les récentes crises migratoires constituent-elles des opportunités de conquête des intérêts marchands et de ses propres (auto)justifications dans un contexte néolibéral ? Le modèle néolibéral ne provoquerait-il pas un renversement entre l'être et l'avoir, mettant sur le même plan les individus, la nature (ressources) et les objets (biens marchands) ? Ne parle-t-on pas de se « vendre » à un employeur, ou encore de « réussir » bien souvent au gré de biens matériels accumulés ? **Dès lors qu'il traverse tous les plans de l'existence humaine, le néolibéralisme n'est-il pas une forme de subjectivité dominante ? Les individus ne peuvent-ils circuler que si leur mobilité est utile, voire même rentable ?**

1^{er} Atelier (9h-13h) : Quels impacts du néolibéralisme sur les parcours d'autoréalisation des populations mobiles et migrantes ? Opportunités, finalités et vulnérabilités.

Selon l'interprétation que l'on en fait, dans une majorité de sociétés actuelles l'accumulation de richesses, le pouvoir de consommation et les pouvoirs symboliques peuvent être synonymes de la valeur d'un individu et / ou de sa marchandisation, voire de sa chosification. Qu'entend-on par réussir sa vie ? Nous proposons ici de nous interroger sur la manière dont les subjectivités individuelles qui sous-tendent les plans de vie des individus s'élaborent et s'articulent aux prédicats et aux diktats de l'ordre politique néolibéral, et en ceci

ordonnent les *nécessités* des vies humaines.

À partir des pratiques sociales et des parcours migratoires, notamment dans des contextes de vulnérabilité, nous interrogerons les divers processus subjectifs (conformation, justification, transgression, résistance) des individus face aux effets conditionnant des structures. Quels sont les effets de la globalisation et de ses logiques néolibérales sur la vie des individus en situation migratoire ? D'une part, quelle est la place qu'occupe la démarche d'(im)migration dans le désir d'autoréalisation des personnes, toute désignation considérée (exilés, réfugiés, demandeurs d'asile, expatriés, entrepreneurs, etc.) ? D'autre part, comment ces personnes créent, perçoivent et se saisissent-elles d'opportunités diverses durant leurs parcours migratoires, pour vivre en adéquation avec leur idée de « la vie bonne » ?

Autant de questions sont à la croisée de ces deux problématiques : comment appréhender et prendre en compte dans l'élaboration de nos recherches des notions comme le « bien être », la « qualité de vie », le « plan de vie » ou encore « le désir d'autoréalisation » des personnes visant au bonheur ? Quelles interprétations les migrants font-ils des situations d'opportunités, de contraintes et de vulnérabilité, selon les finalités qu'ils poursuivent, nonobstant les difficultés ponctuant leurs parcours d'expériences dans le contexte néolibéral ? Quelles sont les possibilités d'autoréalisation qui s'offrent à eux ? Quelle économie du « bien être » (compris au sens de Sen, 2009) s'offre aux personnes en situation migratoire lorsque le respect d'aucune exigence morale vis-à-vis des réfugiés et des exilés ne garantit ni leur protection ni leur sécurité ?

Pour ce premier atelier, nous invitons tout-e jeune chercheur-e (étudiant-e, doctorant-e, docteur-e) en sciences humaines et sociales à venir partager et présenter ses expériences de terrain, ses réflexions théoriques et / ou méthodologiques, dans le cadre de leurs recherches, autour de cette question sur **15 à 20 minutes**.

2^{ème} Atelier (14h30-17h30) : Échanges avec les acteurs sociaux, le public et les chercheur.e.s

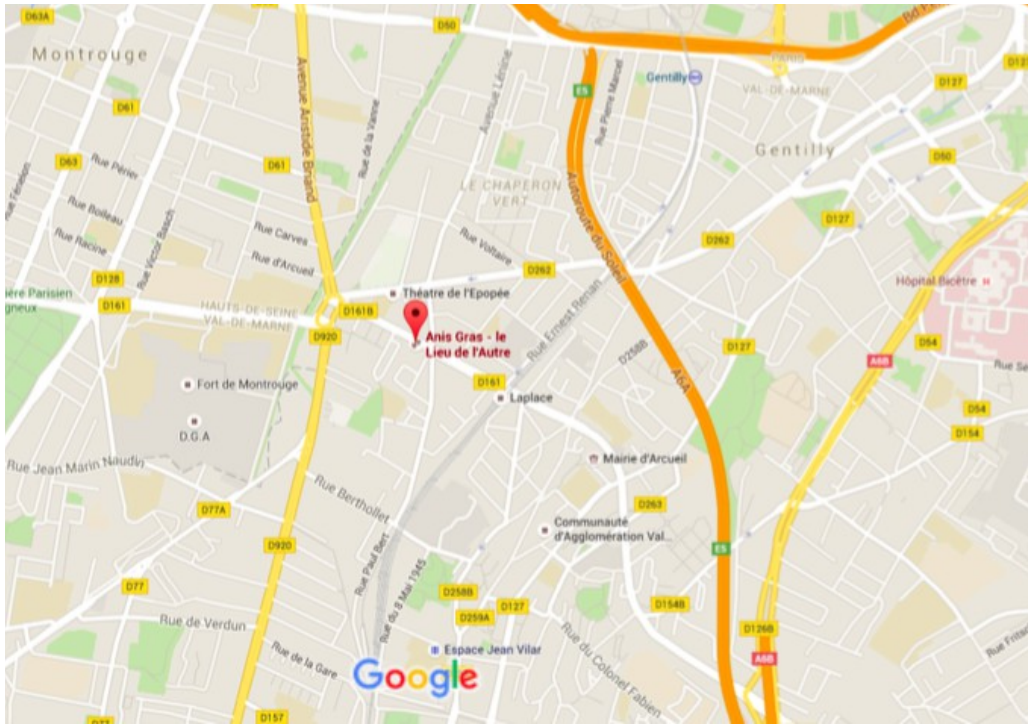
La rationalité économique « colonise » la pensée et interroge aujourd'hui toutes les dimensions de la vie, elle constitue un *Tout* auquel la vie des individus tend à se voir subordonnée. Les représentations normatives dominantes véhiculées par les sociétés actuelles tendent en effet à donner à la consommation une place conséquente dans la définition des modes de vie et dans les interactions sociales. **À partir de ce constat, nous questionnerons la manière dont les pratiques et les modes d'accompagnement-mêmes des personnes en situation migratoire sont, eux aussi, touchés par les logiques de rationalité néolibérale.**

D'une part, quels sont les effets de la rationalisation économique sur les dispositifs sociaux et les modes d'accompagnement des professionnels travaillant avec des migrants ? Comment la rationalité néolibérale impacte-t-elle les activités des professionnels avec les « migrants » auprès desquels ils travaillent ? Comment accompagnent-ils et prennent-ils part à la réalisation du plan de vie des « migrants » ? Par exemple, comment les professionnels peuvent-ils être amenés à accompagner des individus dont les finalités de l'accomplissement personnel sont en rupture avec les standards de la « réussite » dans les sociétés d'immigration ? Et d'autre part, quelles sont les formes de subjectivités individuelles ou collectives que peuvent façonner les modes de prise en charge des migrants et les outils destinés à leur suivi ? Il conviendra ainsi de mettre en évidence le rôle joué par les besoins, les croyances, et les aspirations, dans le façonnement des plans de vie individuels, entre les effets conditionnant des logiques du marché et les désirs personnels d'autoréalisation. L'argent constitue-t-il un horizon inévitable, indépassable, des conditions matérielles de travail, mais également de l'accomplissement personnel ?

Ce deuxième temps a pour objectif d'ouvrir l'espace de discussions, avec **la participation d'acteurs associatifs, de militants et de professionnels qui travaillent en lien avec des personnes en situation migratoire**. Il s'agit d'établir des ponts de réflexion entre les institutions de recherche académiques et les professionnels du champ de l'intervention sociale. Nous sollicitons ainsi des professionnels, des militants et des personnes en situation migratoire autour d'une **table ronde** réunissant et invitant chercheur.e.s, acteurs sociaux et tout public. Une partie des échanges pourra prendre la forme de présentations individuelles autour de cette question sur **15 à 20 minutes** également, pour venir nourrir et illustrer la conversation.

Détails pratiques :

Le séminaire est organisé à Anis Gras, 55 Avenue Laplace, 94 110 Arcueil (Paris – Porte d'Orléans). La participation au séminaire est gratuite. Les déplacements et logement restent à la charge des participants. Les repas sont offerts aux communicants.



Pour se rendre à Anis-Gras : depuis la Porte d'Orléans, prendre le bus n° 187 en direction de Fresnes-Charcot-Zola et descendre au 3ème arrêt « Vache noire ». Le centre est à 200 mètres à pieds de l'arrêt de bus.

Comité scientifique :

Naima Anka, doctorante en sociologie, Université Paris 13 Sorbonne Paris Cité, Experice

Mike Gadras, doctorant en sciences de l'éducation, Université Paris 13 Sorbonne Paris Cité, Experice

Cécile Giraud, doctorante en études du développement, Université catholique de Louvain (Belgique), Centre d'études du développement

Josepha Milazzo, doctorante en géographie, Aix-Marseille Université, TELEMME, Universitat Autònoma de Barcelona (Departamento de Geografia)

Yoshimi Tanabe, doctorante en sociologie, Université Paris 13 Sorbonne Paris Cité, Experice

Appel à communications

Merci de compléter le formulaire ci-dessous et de le renvoyer en format PDF à cette adresse : **mgparis13@gmail.com** (adresse aussi disponible pour toute demande de renseignements supplémentaires) avant le **10 mars 2016**. Les notifications d'acceptation seront communiquées par mail pour le **15 mars 2016**.

NOM :

PRENOM :

AFFILIATION (université-laboratoire):

COMMUNICATION POUR : Journée d'étude axe 1 / Journée d'étude axe 2 / Atelier 1 / Atelier 2.

ABSTRACT (500 mots max.):